

# Crise financière: Exigeons d'autres solutions!

Le Plan Sarkozy de sauvetage des banques n'est pas la solution, plutôt que de s'attaquer à un système pervers, il l'entretient jusqu'à sa prochaine crise avec l'argent des nos impôts, celui des écoles, des hôpitaux, des politiques publiques. Face à ces choix, nous ne pouvons pas rester «spectateurs»:

Nous appelons les citoyens, les organisations politiques de gauche, les organisations de jeunesse à se réunir autour de quatre grandes propositions immédiates pour mettre fin à la crise.



## 4 propositions pour ne plus subir la crise!

**2 Nouveaux droits et pouvoirs pour les salariés dans les entreprises** (en créant de véritables institutions de décision pour les salariés et les syndicats dans les entreprises)...  
Nous refusons de laisser les actionnaires et les patrons décider seuls!!!

**3 Révocation du traité de Lisbonne.** Nous devons, ensemble, **exiger un nouveau traité** capable de faire avancer l'Europe dans l'intérêt des peuples.

**4** Nous exigeons la **fin des paradis fiscaux**, véritables refuges pour les capitaux des marchés financiers et gel des dividendes.  
Ce sont à ceux qui ont provoqué la crise de payer, pas à l'état et à l'argent de nos impôts

**1 Pôle public bancaire:** Nous proposons que les sommes dévouées au sauvetage de la finance permettent la création d'un grand pôle public bancaire capable de soutenir l'économie réelle et l'emploi en émettant des crédits bonifiés dont les taux de remboursement seraient liés à la politique productive des entreprises (plus l'entreprise favorise l'emploi et les salaires, plus le crédit est accessible et dans certains cas peut-être négatif, plus l'entreprise joue en bourse, et plus le crédit est cher).

**Rassemblement vendredi 31 octobre  
à Bercy devant le ministère des finances  
A partir de 18h30 Venez nombreux !!!**



# C'EST LE HOLD-UP DU SIÈCLE !!!

Les plus grands Etats de la planète viennent de se porter garants pour les banques à hauteur de plus de 2500 milliards de dollars. Tout simplement incroyable. Incroyables aussi, les 200 milliards de liquidités nouvelles introduites en Europe par les gouvernements. Il paraît qu'il n'y avait plus d'argent, mais apparemment pour les banques « ensemble, tout devient possible ».

Le capitalisme financier, et ses rendements exceptionnels à court terme, est responsable. Pendant des années, des profits gigantesques ont été accumulés par des actionnaires qui en veulent toujours plus, pas par manque de morale mais pour pouvoir continuer à exister sur les marchés. C'est donc le système et non le comportement des acteurs en son sein qui produit la crise financière d'aujourd'hui. Ni morale, ni manque

de régulation non plus, une régulation ne ferait qu'atténuer un système au fonctionnement pervers par nature (même avec une régulation, les rendements les plus forts seront toujours recherchés à court terme).

La crise a permis la naissance d'un débat d'idée sur les questions économiques, c'est aujourd'hui à toute la population de s'emparer de ces enjeux pour faire en sorte de construire un système économique nouveau qui mette le progrès, l'emploi, la satisfaction des besoins humains au cœur de son fonctionnement. Ce changement n'est pas impossible vu les sommes d'argent considérables que semblent avoir retrouvés les états (particulièrement la France « surendettée » de Nicolas Sarkozy).

## ZOOM SUR:

### De nouveaux pouvoirs de contrôle et d'interventions des salariés et de tous les citoyens

Il faut en finir avec la dictature des marchés financiers, avec les pleins pouvoirs des patrons de multinationales. Des nouveaux droits d'interventions et de décisions des salariés et de leurs organisations dans la gestion des entreprises doivent être créés et reconnus pour répondre à un critère d'efficacité sociale et non de rentabilité immédiate du capital. Les salariés doivent avoir le même pouvoir décisionnel que les actionnaires!

Dans cette démarche, les services publics, avec intervention citoyenne, peuvent permettre de casser la loi du marché, en fournissant des biens nécessaires à tous et en cassant le jeu de l'offre et de la demande.

Nous voulons œuvrer à l'extension maximale de la sphère publique pour sortir de la loi du marché tous les droits fondamentaux qui sont inaliénables : la santé, l'éducation, le logement les transports, l'énergie...

**Si tu veux changer la donne, battre la politique de la droite, construire une société plus juste, rejoins la JC:**

Je souhaite adhérer à la JC

Je souhaite rester en contact avec la JC

Nom:..... Prénom:.....

Adresse:.....

Code Postal:..... Ville:.....

Téléphone:..... Mail:.....

Tu peux renvoyer ce coupon à MJCF, 2 place du Colonel Fabien 75019 Paris  
ou a [mjcf@jeunes-communistes.org](mailto:mjcf@jeunes-communistes.org)  
[www.jeunes-communistes.org](http://www.jeunes-communistes.org) - 01 40 40 12 45

